

WE.CONNECT SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

ISH Audit Conseil
198 avenue Victor Hugo
75116 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2019)

A l'Assemblée générale
WE.CONNECT SA
3, Avenue Hoche
75008 Paris

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société WE.CONNECT SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 24 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, , nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des écarts d'acquisition, l'évaluation des stocks, l'appréciation du caractère recouvrable des créances clients et la comptabilisation de la fiscalité latente.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 24 avril 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêt des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la Direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la Direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

ISH Audit

DocuSigned by:
Matthieu MOUSSY
Signé par : MATTHIEU MOUSSY
Heure de signature : 30/04/2020 | 17:19:08 CEST
O: PricewaterhouseCoopers Audit, OU: 0002 672006483
C: FR
Émetteur : BE-YS SIGNATURE AND AUTHENTICATION CA NC
F60A9AE50B42458597135541868F1FC5

Matthieu Moussy

DocuSigned by:

F65FA788F2C644C...
Jonathan Cabessa



WE CONNECT

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 14.314.070,96 EUROS

SIEGE SOCIAL

3 AVENUE HOCHÉ 75008 - PARIS

**COMPTES CONSOLIDÉS
DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2019**

SOMMAIRE

Page

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE.....	2
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE	3
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	4
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	5
NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L’INFORMATION FINANCIERE	6
NOTE 2 – INFORMATION SUR L’ACTIVITE.....	10
NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DES EXERCICE 2016 ET 2015.....	10
NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES	11
NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	11
NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	11
NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDE.....	16
NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS.....	22

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Les montants dans le présent document sont exprimés en euros sauf indication contraire.

Compte de résultat consolidé (en €)	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)	Notes
Ventes de marchandises	155 018 462	122 035 032	
Total chiffre d'affaires	155 018 462	122 035 032	6.1
Autres produits et subventions d'exploitation	77 476	100 888	
Transferts de charges	53 884	51 490	
Total produits d'exploitation	155 149 822	122 187 410	6.1
Achats et frais accessoires	(140 398 109)	(108 840 673)	6.2
Marge brute	14 751 713	13 346 738	
Services extérieurs, fournitures et consommables	(3 270 301)	(2 823 047)	6.3
Impôts et taxes	(771 981)	(478 647)	6.4
Frais de personnel	(4 531 634)	(4 090 684)	6.5
Autres charges	(238 262)	(506 344)	
Excédent Brut d'exploitation (EBITDA)	5 939 535	5 448 016	
Dotation nette aux amortissements et provisions	(231 456)	(527 563)	6.6
Résultat d'exploitation (EBIT)	5 708 080	4 920 453	
Résultat financier	(1 070 102)	100 072	6.7
Résultat courant	4 637 978	5 020 525	
Resultat exceptionnel	(639 951)	(356 850)	6.8
Impôts sur les sociétés	(1 651 124)	(322 521)	6.9
Résultat net	2 346 902	4 341 153	
<i>dont part du groupe</i>	2 346 902	4 341 153	
<i>dont intérêts minoritaires</i>	0	0	

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Bilan Consolidé (en €)	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)	Notes
Immobilisations incorporelles nettes	1 428 247	2 203 125	7.1
Immobilisations corporelles nettes	270 169	441 067	7.2
Prêts et autres immobilisations financières	2 166 345	4 482 512	7.3
Actifs immobilisés	3 864 761	7 126 704	
Stocks nets	30 714 020	27 021 693	7.4
Avances et acomptes versés sur commandes	80 275	189 770	7.5
Créances clients nettes	36 820 814	28 614 700	7.6
Autres débiteurs	14 086 014	8 172 982	7.7
Valeurs mobilières de placement	3 403 028	4 109 207	7.8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23 283 142	15 779 969	7.8
Actifs circulants	108 387 293	83 888 321	
TOTAL ACTIF	112 252 054	91 015 025	
Capital social ou individuel	14 314 071	14 314 071	7.9
Primes	945 723	945 723	
Réserves consolidés	8 002 501	3 623 236	7.10
Réserve de conversion	(267 039)	(306 444)	
Résultat net	2 346 902	4 341 153	
Intérêts minoritaires sur réserves	(12 055)	(8 391)	7.11
Capitaux propres	25 330 104	22 909 349	
Provisions pour risques et charges	2 111 363	2 978 857	7.12
Dettes auprès des établissements de crédit	14 332 051	14 065 099	7.13
Dettes fournisseurs	60 243 407	46 069 289	7.14
Dettes fiscales et sociales	5 765 740	2 279 810	7.15
Autres dettes	4 469 389	2 712 621	7.16
TOTAL PASSIF	112 252 054	91 015 025	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

Tableau des flux de trésorerie consolidé (en €)	31/12/2019 (12 mois)	31/12/2018 (12 mois)
Résultat net total consolidé	2 346 902	4 341 153
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	1 611 541	(2 102 586)
- Variation des impôts différés	391 863	(42 214)
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	(145 372)	(7 930)
- Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0	0
Variation nette des actifs et des passifs courants	516 948	(4 541 545)
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 721 883	(2 353 122)
Acquisitions d'immobilisations	(826 589)	1 190 970
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	2 550 135	178 340
Flux liés aux activités cédées et abandonnées	0	0
Incidence des variations de périmètre	40 206	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	1 763 752	1 369 310
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(684 231)	(683 347)
Variation de la réserve de conversion	39 405	(277 948)
Augmentation de capital, ou autres fonds propres	725	0
Diminution de capital, ou autres fonds propres	0	0
Comptes courants d'associés	1 349 880	633 623
Emissions d'emprunts	2 000 000	3 000 000
Remboursement d'emprunt	(3 991 905)	(3 940 347)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 286 126)	(1 268 019)
Flux net de trésorerie de l'exercice	5 199 509	(2 251 831)
Trésorerie nette à l'ouverture	15 444 534	17 696 365
Trésorerie nette à la clôture	20 644 043	15 444 534
Variation de la trésorerie nette	5 199 509	(2 251 831)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

La variation des capitaux propres sur l'année 2019 peut se présenter de la manière suivante :

Variation des capitaux propres consolidés (en €)						
	Capital	Primes	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 déc. 2017 We.Connect	14 314 071	945 723	4 288 306	19 548 100	(8 563)	19 536 528
Résultat net 2018			4 341 153	4 341 153		4 341 153
Réserve de conversion			(306 444)	(306 444)		(306 444)
Versement de dividendes			(683 347)	(683 347)		(683 347)
Augmentation de capital						
Variation de périmètre			21 631	21 631	172	21 459
Capitaux propres clôture 31 déc. 2018 We.Connect	14 314 071	945 723	7 661 299	22 921 093	(8 391)	22 909 349
Résultat net 2019			2 346 902	2 346 902		2 346 902
Réserve de conversion			(267 039)	(267 039)		(267 039)
Versement de dividendes			(684 231)	(684 231)		(684 231)
Augmentation de capital						
Variation de périmètre			1 027 163	1 027 163	(2 041)	1 025 122
Capitaux propres clôture 31 décembre 2019 We.Connect	14 314 071	945 723	10 084 095	25 343 889	(10 432)	25 330 104

NOTE 1 – PRESENTATION ET BASE DE PREPARATION DE L'INFORMATION FINANCIERE

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés sont présentés conformément au règlement CRC 99-02 et son actualisation issue du CRC 2005-05, et du CRC 2000-06 et tiennent compte du règlement 2014-03 du Comité de la réglementation comptable du 29 avril 1999 relatif à la réécriture du Plan Comptable Général.

Il est fait application des règlements CRC 2004-06 du 23 novembre 2004 relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, et CRC 2002-10 du 12 décembre 2002 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Suite à la nouvelle réglementation ANC 2015-05 du 2 juillet 2015, le résultat de change peut être enregistré en résultat d'exploitation ou en résultat financier en fonction de la nature des opérations l'ayant généré. Il est ainsi prévu d'enregistrer en résultat d'exploitation les résultats de change sur les dettes et créances commerciales. Le risque de change sur ces éléments est en effet lié à l'exploitation au titre par exemple, que les dépréciations de créances commerciales déjà enregistrées en résultat d'exploitation. A cet effet, un sous-compte de la classe 65 (autres charges de gestion courante) et son équivalent en classe 75 ont été créés.

Le poste gains et pertes de change apparaissant en résultat financier est réservé aux opérations ayant un caractère financier (emprunt bancaire en devise, liquidités en devises).

Les chiffres présentés dans ce document sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES REGLES ET METHODES COMPTABLES**1.1 Méthodes de consolidation**

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la société mère ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère (« les filiales »). Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités. Les participations dans les filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'intégration globale.

La quote-part de résultat net et des capitaux propres attribuables aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement dans les capitaux propres et dans le compte de résultat consolidé en tant qu'intérêts minoritaires.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement depuis la date de prise de contrôle ou jusqu'à la date de la perte de contrôle.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour harmoniser et homogénéiser les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés au niveau de la consolidation.

Au 31 décembre 2019, toutes les sociétés comprises dans le périmètre de consolidation sont des filiales et sont donc consolidées par intégration globale.

1.2 Monnaies étrangères et écart de conversion

Le Groupe exerce son activité dans la zone Euro et depuis l'exercice 2012 également à Hong Kong par l'intermédiaire de sa filiale MGF Hong Kong. Le groupe utilise la méthode du cours de clôture pour convertir les comptes de cette filiale. La conversion des comptes s'effectue de la manière suivante :

- Tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;
- Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

Les écarts de conversion constatés sont portés, pour la part revenant au groupe, dans ses capitaux propres au poste « Réserves de conversion ».

Les transactions en monnaie étrangères, sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle (Euro) en utilisant le cours de change au jour de la transaction. Conformément au Règlement 99-02, les différences de conversion des dettes et créances à la clôture sont inscrites directement au compte de résultat, sauf en cas de couverture de change.

1.3 Comptabilisation des produits

Le chiffre d'affaires regroupe essentiellement les ventes de matériel informatique.

Ce chiffre d'affaires représente les ventes de biens et services effectuées dans le cadre de l'activité normale et principale du Groupe, nettes de toutes remises ou autres rabais commerciaux.

Le transfert de propriété se produit lors de la livraison du bien qui, en règle générale, correspond à la facturation. Les ventes sont donc enregistrées au vu des factures, une régularisation étant éventuellement effectuée à la clôture de l'exercice pour tenir compte d'un décalage entre facturation et livraison.

Les acomptes versés par les clients ne donnent lieu à aucune constatation de la vente et sont enregistrés dans le compte client concerné.

1.4 Contrats de location

Les contrats de location sont classés en contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au Groupe. Tous les autres contrats sont classés en location simple. Le Groupe n'est pas bailleur dans le cadre de contrat de location sur les périodes présentées.

Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur à la date d'acceptation du contrat. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue du contrat de location-financement. Les frais financiers, qui représentent la différence entre les engagements totaux du contrat et la valeur du bien acquis, sont répartis sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque exercice.

Ces immobilisations sont amorties sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité des actifs et la durée du contrat de location-financement lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il n'y aura pas de transfert de propriété au terme du contrat.

Les charges de loyer en vertu d'un contrat de location simple sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat de façon linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

1.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement issues de la reprise au tribunal de commerce de la société Unika Computer via la création de la société Unika Multimédia (fusionnée au 1^{er} juillet 2019 dans la société MGF), de l'acquisition des titres des filiales D2 Diffusion, PCA France, Halterrego et Acheternet ainsi que des opérations décrites dans la « Note 3 ». Elles sont composées respectivement de deux fonds de commerce et de quatre écarts d'acquisition.

Les autres immobilisations incorporelles (principalement des licences informatiques) sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Ecart d'acquisition	non amorti
Fonds de commerce	non amorti
Logiciels	1-2 ans
Concessions et droits similaires	1-2 ans

L'écart d'acquisition représente la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation des sociétés consolidées et la quote-part du Groupe dans leur actif net évalué à la juste valeur à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition comptabilisés à l'actif du bilan consolidé sont soumis à un test annuel de dépréciation.

La charge d'amortissement des immobilisations incorporelles est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

1.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

L'amortissement, calculé dès la date de mise en service de l'immobilisation, est comptabilisé en charges de manière à réduire la valeur comptable des actifs sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Terrain	non amorti
Bâtiment	20 ans
Agencements et installations	8 ans
Matériel de transport	2-3 ans
Matériel de bureau et informatique	2-3 ans
Matériel et outillage	5 ans

La méthode d'amortissement retenue est celle de l'amortissement linéaire, quelle que soit la nature des immobilisations.

La charge d'amortissement des immobilisations est comptabilisée sous la rubrique « Dotations nettes aux amortissements et aux provisions » du compte de résultat.

Le profit ou la perte résultant de la sortie ou de la mise hors service d'un actif est déterminé comme étant la différence entre le produit de cession et la valeur comptable de l'actif. Le résultat net de cession de ces éléments non récurrents est présenté sous la rubrique résultat exceptionnel du compte de résultat.

1.7 Prêts et autres immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés consolidées sont annulés. En effet, sont substitués à ces titres les actifs et passifs des sociétés concernées.

Les prêts et autres immobilisations financières représentent essentiellement des prêts et des dépôts et cautionnements. Les autres prêts sont des prêts effectués à des salariés du groupe.

1.8 Stocks de marchandises

Les marchandises sont évaluées selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP).

Les marchandises sont dépréciées selon leur nature (famille de produits) selon qu'elles ont fait l'objet d'une consommation et/ou d'un approvisionnement, selon la génération de produit sur laquelle elles rapportent et sur la base des consommations futures estimées. Ainsi, le taux de dépréciation pourra varier de 0% à 100%.

1.9 Avances et acomptes versés sur commandes

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

1.10 Créances clients et autres débiteurs

Les créances clients proviennent des ventes de biens et services réalisées par le Groupe dans le cadre de son activité. Les autres débiteurs comprennent essentiellement des créances de nature fiscale et sociale. Ces actifs sont valorisés à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur nominale ; la valeur probable de réalisation étant déterminée en fonction d'éventuels problèmes de recouvrement ou de l'exercice de procédures judiciaires ou contentieuses.

Une assurance-crédit a été souscrite auprès d'Atradius sur la filiale MGF pour couvrir les clients devenus douteux. L'indemnité reversée par Atradius varie de 75% à 50% du montant TTC de la créance, selon que les clients sont considérés comme dénommés, non dénommés ou surveillés. Les remboursements effectués par l'assurance dans le cadre de ce contrat sont inscrits en transfert de charges dans les « Autres produits » (Note 7.1).

1.11 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Le poste « Trésorerie » comprend les liquidités immédiatement disponibles (comptes-courants bancaires et placements court terme sans risques) et les intérêts liés.

Le poste « Valeurs mobilières de placement » comprend des placements à court terme qui supportent un risque important de changement de valeur (actions de sociétés cotées en bourse).

Ces actifs sont valorisés à valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

1.12 Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale ou implicite actuelle vis-à-vis d'un tiers résultant d'un fait générateur passé, qui entraînera probablement une sortie de ressources représentative d'avantages économiques nécessaire pour éteindre l'obligation.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

1.13 Engagements de départ à la retraite

Selon la recommandation ANC n° 2013-02, les entreprises dont l'effectif est inférieur à 250 salariés ne sont pas tenues d'appliquer la méthode actuarielle prévue par cette recommandation. Ils sont établis statistiquement sur la base des obligations des conventions collectives applicables et pondérée en fonction de l'âge, de l'ancienneté, du salaire, du statut cadre ou non-cadre, du sexe, des tables de mortalité fournies par l'INSEE ainsi qu'un certain nombre d'hypothèses telles que la probabilité de présence à l'âge de la retraite.

Les différents paramètres retenus sont les suivants :

Paramètres	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Age de départ à la retraite	65 ans (à l'initiative du salarié)	
Taux d'actualisation net	1,49%	1,49%
Progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales	40%	40%
Turnover :	5% pour la tranche 20/39 ans, 3% pour les 40/49 ans et 1% après 50 ans	

1.14 Fournisseurs, dettes fiscales et sociales et autres dettes

Les dettes fiscales comprennent essentiellement des comptes de TVA. Les dettes sociales regroupent principalement les dettes de congés payés, les charges et cotisations sociales. Les autres dettes correspondent principalement à des clients créditeurs.

1.15 Risque de change

Les opérations des filiales du Groupe sont essentiellement effectuées en Euro, hormis certaines opérations d'achats et de ventes de marchandises faites en dollar US, notamment les achats en provenance d'Asie effectués par la filiale MGF Hong Kong.

1.16 Résultat exceptionnel

Les charges et produits composant le résultat exceptionnel correspondent à des transactions dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante de l'entreprise.

NOTE 2 – INFORMATION SUR L'ACTIVITE

Le Groupe WE.CONNECT (ci-après « le Groupe ») est un groupe spécialisé dans la distribution de matériels informatiques (tablettes et ordinateurs portables) de marques de grands fabricants ainsi que dans la conception, la fabrication, l'assemblage et la distribution de matériels et de produits informatiques (ordinateurs, moniteurs et produits multimédia), périphériques et électroniques des produits de stockage (disques durs externes, clés USB, souris, etc.), des accessoires vendus sous les marques « Rivertech », « Gamium », « We Digital », « Unika » et « Unika Pro ».

La commercialisation des produits est assurée au travers des grandes surfaces spécialisées et des grandes et moyennes surfaces et des revendeurs informatiques et par le biais d'Internet.

Le Groupe WE .CONNECT a créé en 2012 la société MGF Hong Kong (détenue à 100%) qui a vocation à gérer les achats du groupe sur le marché asiatique. Le Groupe WE.CONNECT exerce sur cette filiale un contrôle exclusif. Cette société est consolidée en intégration globale (Note 6).

La société WE.CONNECT, société consolidante, est une société anonyme de droit français. Son siège social est situé 3 Avenue Hoche - 75008 PARIS

Le capital social de la société WE.CONNECT est composé de 2.736.922 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune au 31 décembre 2019 pour un total de 14.314.070,96 euros.

Les comptes consolidés de l'exercice 2019 ont été arrêtés par le conseil d'administration.

NOTE 3 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 2019 ET RAPPEL DES EVENEMENTS INTERVENUS EN 2015

La société UNIKA MULTIMEDIA, détenue à 100% par la société MGF, a été fusionnée en date du 01/07/2019, avec un effet rétroactif comptable et fiscal au 01/01/2019.

Par ailleurs, il convient de noter qu'au cours de l'exercice 2015 :

Au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA, les associés de chacune des sociétés ont approuvé la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE (devenue WE.CONNECT).

La fusion entre les sociétés TECHNILINE et GROUPE UNIKA a consisté en une fusion-absorption de la société GROUPE UNIKA par la société TECHNILINE avec une parité d'échange fixée à 1 action de GROUPE UNIKA contre 601 actions de TECHNILINE.

Compte tenu de la parité d'échange et de l'actif net apporté par la société GROUPE UNIKA, la libération de l'augmentation de capital de la société TECHNILINE a imposé, juridiquement, que les apports de la société GROUPE UNIKA soient effectués pour leur valeur réelle (réévaluation d'un montant de 15,6 m€).

D'un point de vue comptable, en revanche, la fusion est analysée comme une acquisition inversée de la société TECHNILINE par la société GROUPE UNIKA. En effet, la société TECHNILINE a émis en rémunération de cette prise de contrôle suffisamment de ses propres actions pour permettre aux anciens actionnaires de la société GROUPE UNIKA de prendre le contrôle de son propre capital. Ceci a conduit à identifier la société GROUPE UNIKA comme étant l'acquéreur (au sens comptable).

Dans la mesure où l'acquisition est qualifiée d'acquisition inversée, c'est le bilan de l'entreprise juridiquement acquéreuse (TECHNILINE) qui fait l'objet, dans les comptes consolidés, d'une réévaluation des actifs et passifs à la juste valeur. Cette entreprise étant considérée comme l'acquéreur. C'est sur cette base qu'est déterminé l'écart d'acquisition par la société réputée comme étant économiquement l'acquéreur. En conséquence, un écart d'acquisition de 1,7 m€ figure au bilan consolidé de TECHNILINE au 31 décembre 2015.

Ainsi, dans les comptes consolidés, les actifs et les passifs de GROUPE UNIKA n'ont pas eu à être réévalués à la juste valeur à la date d'acquisition et il a fallu annuler les effets de la fusion constatée en valeur réelle dans les comptes annuels de TECHNILINE. Cette annulation a eu pour effet de rendre les réserves consolidées négatives de 6,2 m€. Toutefois, les capitaux propres restent positifs de 12,0 m€.

Par ailleurs, un Conseil d'administration en date du 17 décembre 2015 prend acte que, compte tenu de la réalisation définitive de la fusion absorption de GROUPE UNIKA par TECHNILINE, le changement de dénomination sociale de TECHNILINE en WE.CONNECT, tel qu'adopté à la 31ème résolution de l'Assemblée Générale des actionnaires du 3 juin 2015, est effectif.

NOTE 4 – COMPARABILITE DES EXERCICES

Les exercices clos au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 sont d'une durée de 12 mois.

NOTE 5 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le tableau ci-après présente le périmètre de consolidation ainsi que la méthode de consolidation retenue pour les comptes consolidés.

Filiales	31-déc-19		31-déc-18		Date de clôture	Methode retenue
	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts		
MGF	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Unika Multimédia	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Agorus	99,97%	99,97%	99,97%	99,97%	31.12	I.G.
D2 Diffusion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
MGF Hong Kong	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
PCA France	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
Acheternet	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	31.12	I.G.
ICD Brand	95,00%	95,00%	0,00%	0,00%	31.12	I.G.

La société UNIKA MULTIMEDIA, détenue à 100% par la société MGF, a été fusionnée en date du 01/07/2019, avec un effet rétroactif comptable et fiscal au 01/01/2019.

La société ICD est entrée dans le périmètre de consolidation au cours de cet exercice.

Il convient de noter que la société TECHNI CINE PHOT, bien que filiale à 100% de la société WE.CONNECT (apportée par TECHNILINE lors de la fusion absorption et provisionnée à 100% dans les comptes individuels de TECHNILINE), a été exclue du périmètre de consolidation au motif que cette société est en liquidation judiciaire par jugement en date du 6 août 2014.

NOTE 6 – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

6.1 Chiffre d'affaires et autres produits

Le chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

Produits exploitation (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Ventes France	142 418 816	109 347 723
Ventes Export	12 334 622	11 910 590
Frais de ports	265 025	776 718
Total Chiffres d'affaires	155 018 462	122 035 032
Transferts de charges et autres produits	128 943	150 378
Subvention d'exploitation	2 417	2 000
Total Autres produits	131 360	152 378
Total Produits d'exploitation	155 149 822	122 187 410

Les ventes de marchandises export sont principalement des ventes vers les DOM-TOM (Martinique, Guadeloupe).

Les transferts de charges correspondent principalement à des remboursements d'assurance dans le cadre de l'assurance-crédit sur les créances devenues irrécouvrables.

6.2 Achats consommés et frais accessoires

6.2.1 Détail des achats consommés et des frais accessoires

Les achats de marchandises et de matières premières ont évolué comme suit :

Achats et frais accessoires (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Achat de marchandises et matières premières	142 661 316	113 741 889
Variation des stocks	(3 758 726)	(5 976 144)
Frais accessoires et transport sur achats	500 492	396 547
Frais de transport sur ventes	995 026	678 380
Total Achats et frais accessoires	140 398 109	108 840 673

6.2.2 Marge brute sur ventes de marchandises

La marge brute sur les ventes de marchandises a évolué comme suit :

Marge brute commerciale sur ventes (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Ventes de marchandises	155 018 462	122 035 032
Achats de marchandises et frais accessoires	(140 398 109)	(108 840 673)
Marge brute sur ventes (en €)	14 620 353	13 194 359
Taux de marge brute commerciale	9,4%	10,8%

6.3 Services extérieurs

Les services extérieurs se composent des éléments suivants :

Services extérieurs, fournitures et consommables (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Locations immobilières	642 541	545 388
Locations mobilières	64 788	19 792
Entretiens et maintenances	97 214	47 250
Assurances	111 699	125 330
Honoraires, commissions et études	721 457	709 545
Publicité	234 039	182 978
Voyages, missions et réceptions	567 946	595 009
Poste et télécommunications	106 361	103 738
Services bancaires	245 805	221 227
Fournitures diverses	201 852	168 412
Autres frais administratifs	276 597	104 378
Total Services extérieurs	3 270 301	2 823 047

6.4 Impôts et taxes

Les impôts et taxes ont évolué comme suit :

Impôts et taxes (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Taxes assises sur les salaires	71 825	44 316
Taxes assises sur le chiffre d'affaires	317 277	213 376
CFE et CVAE	162 888	122 158
Taxes foncières	112 672	89 704
Autres taxes	107 319	9 093
Total Impôts et taxes	771 981	478 647

6.5 Charges de personnel

6.5.1 Détail de la charge de personnel

Les charges de personnel ont évolué comme suit :

Frais de personnel (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Salaires et traitements	3 442 648	3 081 821
Charges sociales	1 113 308	1 096 655
Engagement retraite	(24 323)	25 998
CICE	0	(113 790)
Total Frais de personnel	4 531 634	4 090 684

6.5.2 Effectif

L'effectif du groupe a évolué comme suit :

Détail des effectifs du groupe	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Cadres	11	10
Employés et Ouvriers	83	77
Effectifs du groupe à la clôture	94	87
<i>Effectifs moyen du groupe sur la période</i>	<i>74</i>	<i>78</i>

L'ensemble de l'effectif du Groupe est situé en France, à l'exception de 6 salariés basés en Chine.

6.6 Dotations nettes aux amortissements et provisions

La variation nette des reprises et dotations aux amortissements et provisions s'analyse comme suit :

Dotation nette aux amortissements et provisions (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles (Note 7.1)	0,00	0
Dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles (Note 7.1)	(1 272 667)	0
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles (Note 7.2)	(159 669)	(174 689)
Variation de la provision pour dépréciation des stocks (Note 7.4)	(176 306)	(334 692)
Variation de la provision pour risques et charges d'exploitation (Note 7.12) - hors retraite	1 249 171	(18 182)
Variation de la provision pour dépréciation des créances (Note 7.6)	128 015	
Total Dotations nettes aux amortissements et provisions	(231 456)	(527 563)

La dotation à la provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles concerne la dépréciation des écarts d'acquisition à hauteur de 1.706.000 euros, notamment consécutivement à la reprise de provision pour litige prud'homal Techniline (Note 7.12).

6.7 Résultat financier

6.7.1 Détail du résultat financier

Le résultat financier a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat financier (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Intérêts et produits financiers	660 264	267 486
Plus values de cession titres de placement	1 003 853	656 465
Total des produits financiers	1 664 117	923 951
Intérêts et charges financières	617 412	329 189
Moins value de cession titres de placement	829 415	423 426
Différences négatives de changes	151 990	71 264
Dotation à la provision sur titres de placement	1 135 403	0
Total des charges financières	2 734 219	823 879
Résultat financier	(1 070 102)	100 072

Les produits et charges financières sont principalement composés des plus et moins-values sur cessions des titres de placement court terme ainsi que des différences de changes.

6.7.2 Comptabilisation des escomptes financiers

Il est à noter que les escomptes obtenus pour paiements rapides étaient jusqu'en 2012 comptabilisés en produits financiers. Compte tenu que sur les fournisseurs concernés, ils sont appliqués de manière récurrente et systématique, il a été décidé que ces escomptes représentent, dorénavant, un vrai produit d'exploitation pour le groupe. En conséquence, les escomptes obtenus pour paiement rapide au titre de l'exercice 2019 ont été comptabilisés en moins du poste achats. Ils ont représenté 122.970 euros au titre de cet exercice (267.764 euros au titre de l'exercice 2018).

6.7.3 Ecart de change

La société WE.CONNECT a appliqué le règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture à leurs exercices ouverts depuis le 1^{er} janvier 2017. Ainsi, selon ce nouveau règlement, les résultats de change réalisés sur les dettes et créances commerciales sont désormais enregistrés en résultat d'exploitation.

6.8 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel a évolué comme suit entre les deux exercices :

Détails du résultat exceptionnel (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Produits de cession d'immobilisation	371 133	27 600
Autres produits exceptionnels	28 911	336 839
Reprises aux provisions exceptionnelles	0	0
Total des produits exceptionnels	400 044	364 439
Valeur nette comptable des éléments cédés (Note 7.2)	432 249	19 670
Autres charges exceptionnelles	606 201	701 619
Dotations aux provisions exceptionnelles	1 545	0
Total des charges exceptionnelles	1 039 996	721 289
Résultat exceptionnel	(639 951)	(356 850)

Au 31/12/2019, le poste « Autres produits exceptionnels » est non significatif. Il était composé au 31/12/2018 à hauteur de 280.333 euros de l'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'augmentation de capital réalisée chez UNIKA MULTIMEDIA.

Le poste « Autres charges exceptionnelles » est composé pour 515.372 euros de dons (contre 526.969 euros au 31/12/2018).

6.9 Impôts sur les sociétés

Preuve d'impôt en Euros (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Résultat courant avant impôts	4 637 978	5 020 525
Résultat exceptionnel	(639 951)	(356 850)
	3 998 026	4 663 675
Taux d'impôt théorique	31,00%	33,33%
Impôt théorique	1 239 388	1 554 403
Impôt courant	1 287 928	364 735
Impôt différé	363 196	(42 214)
Impôt réel	1 651 124	322 521
Taux d'impôt réel	41,30%	6,92%
Ecart sur IS	411 736	(1 231 882)
Ecart sur taux	-10,30%	26,41%
Détail		
Ecart de taux	(117 379)	(106 032)
Effets des différences permanentes	701 681	(895 676)
Effets du traitement des dons	(156 273)	(146 792)
Crédit d'impôt (CICE & CIR)	(16 293)	(83 381)
Total	411 736	(1 231 881)

Le Groupe ne dispose pas de différences temporaires déductibles et crédit d'impôt non utilisés n'ayant pas fait l'objet de comptabilisation d'impôts différés au 31 décembre 2019.

Compte tenu de l'application des taux d'IS à 31% et à 28% (plafonné à 500.000 euros) au titre de l'exercice 2019, il a été décidé d'utiliser un taux de 31% pour 2019 pour le calcul des impôts différés. L'effet d'un changement de taux de 33,33% à 31% a été jugé non significatif.

6.10 Résultat par action

Le résultat par action, qui se présente comme suit, a été déterminé conformément à l'avis OEC n° 27 :

Résultat net par action (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Résultat net (part du groupe)	3 648 526	4 341 153
Nombre d'actions	2 736 922	2 736 922
Résultat net par actions	1,33	1,59
Résultat courant (après impôt sur les sociétés)	4 286 853	4 698 003
Nombre d'actions	2 736 922	2 736 922
Résultat courant par actions	1,57	1,72

NOTE 7 – NOTES SUR LE BILAN CONSOLIDÉ

7.1 Immobilisations incorporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations incorporelles :

Immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2018	Variation de périmètre (*)	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2019
Ecart acquisition Techniline	1 706 000				1 706 000
Ecart acquisition Halterrego	26 662				26 662
Ecart acquisition Acheternet	176 390				176 390
Ecart acquisition D2 Diffusion	242 578				242 578
Ecart acquisition ICD Brand		229 991			229 991
Fonds de commerce	25 000	701 131			726 131
Logiciels concessions et droits similaires	59 306				59 306
Autres Immobilisations incorporelles	7 622				7 622
Valeur brute	2 243 558	931 122	0	0	3 174 680
Amortissements et provisions	40 433	0	1 706 000	0	1 746 433
Valeur Nette	2 203 125	931 122	1 706 000	0	1 428 247

Dans le cadre de la reprise des activités d'UNIKA COMPUTER en novembre 2006 via la création de la société UNIKA MULTIMEDIA, il a été reconnu à l'actif un fonds de commerce non amorti pour 25 000 €.

Comme décrit dans la « Note 2 », un écart d'acquisition a été constaté dans les présents comptes consolidés du fait de l'acquisition inversée de la société TECHNILINE.

Par ailleurs, l'acquisition des sociétés HALTERREGO et ACHETERNET au cours de l'année 2017 a généré de nouveaux écarts d'acquisition.

Une augmentation du capital social de 700.000 euros chez D2 DIFFUSION (approuvée lors d'une AGM en date du 27/06/2018) a généré un nouvel écart d'acquisition.

Enfin, il convient de noter qu'au cours de l'année 2019 (*) :

. La société ICD BRAND a été acquise, ce qui a généré un nouvel écart d'acquisition ;

. Les sociétés MGF (société absorbante) et UNIKA MULTIMEDIA (société absorbée) ont fusionné (voir Note 3).

Les autres immobilisations incorporelles comptabilisées par le Groupe sont principalement constituées de licences et logiciels informatiques. Ces immobilisations ont une durée d'utilité déterminée et sont donc amorties. Aucune de ces immobilisations n'est soumise à restriction.

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations incorporelles (en €)	31 déc. 2018	Variation de périmètre (*)	Dotations	Reprises	31 déc. 2019
Ecart acquisition / Fonds de commerce	0		1 706 000		1 706 000
Logiciels concessions et droits similaires	40 433				40 433
Autres Immobilisations incorporelles	0				0
Amortissements	40 433	0	1 706 000	0	1 746 433

7.2 Immobilisations corporelles

➤ Variation des valeurs brutes des immobilisations corporelles :

Immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2018	Variation de périmètre	Acquisitions	Cessions	31 déc. 2019
Agencements et installations	694 315		100 306	666 560	128 061
Matériel de transport	547 622		35 270	77 280	505 612
Matériel et outillage	115 332		21 875		137 207
Matériel de bureau et informatique	57 188	8 755	724	4 300	62 367
Autres immobilisations corporelles	117 500				117 500
Valeur brute	1 531 957	8 755	158 175	748 140	950 748
Amortissements	1 090 890	5 260	215 737	631 308	680 579
Valeur Nette	441 067				270 169

➤ Variation des amortissements – dépréciations des immobilisations incorporelles :

Amortissement des immobilisations corporelles (en €)	31 déc. 2018	Variations de périmètre	Dotations	Reprises	31 déc. 2019
Agencements et installations	580 042		54 797	549 785	85 054
Matériel de transport	254 981		109 109	53 723	310 367
Matériel et outillage	119 424		8 110		127 534
Matériel de bureau et informatique	80 587	5 260	2 132	27 800	60 179
Autres immobilisations corporelles	55 856		41 589		97 445
Amortissements	1 090 890	5 260	215 737	631 308	680 579

7.3 Prêts et autres immobilisations financières

Prêts et autres immobilisations financières (en €)	31 déc. 2018	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc. 2019
Prêts au personnel	108 661		35 900	23 825	120 736
Prêts à des tiers	286 991				286 991
Dépôts et cautionnement	386 820		133 820	236 650	283 990
Garantie prêt BPI	200 000				200 000
Titres et prêts SCI Sonsara	515 280			514 605	675
Titres et compte courant SCI Libai	2 983 809			1 396 976	1 586 833
Titres ICD Brand	950			950	
Dépréciation des prêts et autres immobilisations financières			312 880		312 880
Prêts et autres immobilisations financières	4 482 512				2 166 345

i) Au 31 décembre 2006, un prêt à la SCI SOLARIS a été consenti dans le cadre de la cession en décembre 2006 de cette SCI dans laquelle le groupe avait investi début 2006 et qui correspond au montant des comptes courants

initiaux du groupe dans cette SCI. Ce prêt a été remboursé à hauteur de 242 606 € en 2010 et de 507.000 en 2019. Les intérêts sur ce prêt (au taux de 5%) au titre de 2018 ont été capitalisés pour 7 605 € n'ont pas été remboursés.

- ii) Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation à hauteur de 10% dans la SCI LIBAI.
- iii) Au cours de l'exercice 2017, le groupe a pris une participation dans la SCI SONSARA (montant n/s).

7.4 Stocks

Les stocks ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Stocks (en €)	31 déc.2018	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	31 déc.2019
Valeur brute des stocks	28 759 828		32 628 461	28 759 828	32 628 461
Dépréciation des stocks	1 738 135		176 306		1 914 441
Total Stocks	27 021 693		32 452 155	28 759 828	30 714 020

7.5 Avances et acomptes versés sur commandes

Avances et acomptes versés (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Avances et acomptes versés	80 275	189 770

Ces montants correspondent aux avances et acomptes versés par le groupe à la commande pour l'achat à ces fournisseurs de matières premières et de marchandises.

7.6 Créances clients

Les créances clients se décomposent comme suit :

Détail des créances clients (en €)	31 déc.2019	31 déc. 2018
Créances clients	33 734 128	24 288 044
Factures à établir	701 461	813 832
Effets à recevoir	2 379 261	3 620 468
Créances douteuses	9 149	23 556
Total créances clients brutes	36 823 998	28 745 899

L'évolution depuis 2018 des créances clients peut s'analyser comme suit :

Créances clients (en €)	31 déc. 2018	Augmentation	Diminution	31 déc. 2019
Créances brutes	28 745 897	8 078 100		36 823 997
Dépréciation des créances	131 198	3 184	131 198	3 184
Total créances nettes	28 614 699	8 074 917	(131 198)	36 820 814

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des clients, les créances détenues sur des tiers échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

Risque de crédit :

Le risque de crédit du Groupe provient principalement des créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour encours douteux. Ces encours sont estimés par le Groupe créance par créance, en fonction des historiques de perte et de l'environnement économique.

Une perte de valeur (dépréciation des créances douteuses) figure au bilan pour un montant 3.184 au 31/12/2019 (contre 131.198 euros au 31/12/2018).

Cette perte de valeur réversible est évaluée et estimée par rapport au risque de défaillance identifié par créance. Sur l'exercice 2019, les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 16.789 euros (contre 333.146 euros en 2018) et sont comptabilisées en autres charges.

7.7 Autres débiteurs

Autres débiteurs (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Créances fiscales (1)	3 545 763	2 663 119
Charges constatées d'avance (2)	26 607	198 760
Autres créances (3)	9 968 335	4 676 978
Impôts courant	239 281	398 234
Impôts différés	306 027	235 891
Total Autres débiteurs	14 086 014	8 172 982

(1) Les créances fiscales correspondent essentiellement aux postes de TVA.

(2) Les charges constatées d'avance correspondent à des charges 2020 facturés en décembre 2019.

(3) Le poste « Autres créances » a fortement augmenté au 31 décembre 2019 en raison d'une très forte hausse de l'activité. Ainsi, les avoirs à recevoir auprès des principaux fournisseurs s'élèvent à 9.345.541 euros à fin 2019 (contre 3.827.186 euros à fin 2018).

7.8 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Trésorerie et équivalents de trésorerie (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Comptes courants bancaires et caisses	22 811 640	13 687 135
Autres (intérêts courus, chèques à encaisser etc.)	471 502	2 092 833
Valeurs mobilières de placement	4 236 154	4 119 812
Dépréciation des valeurs mobilières de placement	(833 126)	(10 604)
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	26 686 170	19 889 176

Les comptes courants bancaires et caisses correspondent aux comptes de disponibilités du Groupe.

Les placements à court terme sont composés d'actions de sociétés cotées et de comptes à terme. Ils sont valorisés à la valeur historique et une provision est constituée en cas de moins-values latentes.

Au 31 décembre 2019, le groupe détient 33.212 actions propres valorisées au cours historique de 313 590 euros. Ces titres d'autocontrôle étant classés en valeurs mobilières de placement dans les comptes individuels, ils ne font l'objet d'aucun retraitement dans les comptes consolidés.

7.9 Capital et primes d'émission

Au 31 décembre 2019, le capital de la société mère WE.CONNECT est composé de 2.736.922 actions ordinaires d'une valeur nominale de 5,23 € chacune.

7.10 Réserves

A titre de rappel, les réserves consolidées ont été impactées par l'acquisition inversée au terme des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires en date du 17 décembre 2015 des sociétés TECHNILINE (dont la dénomination sociale est devenue WE.CONNECT) et GROUPE UNIKA. Par ailleurs les frais relatifs à l'augmentation de capital ont été imputés dans les comptes individuels de la société WE.CONNECT sur le montant de la prime d'émission / de fusion (pour un montant net d'impôt sur les sociétés).

La réserve de conversion s'applique à la consolidation des comptes de MGF Hong Kong. Les taux de conversion entre l'EURO et l'USD ont été les suivants pour 2019 :

Taux de clôture : 0,8929 euro pour 1 USD

Taux moyen : 0,8937 euro pour 1 USD

7.11 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont relatifs aux actionnaires minoritaires de la société ICD BRAND (Note 6). Les capitaux propres attribuables aux minoritaires se décomposent comme suit :

Intérêts minoritaires (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Réserves attribuables aux minoritaires	(12 055)	(8 391)
Résultats attribuables aux minoritaires		
Intérêts minoritaires sur réserves	(12 055)	(8 391)

Il convient de noter que les opérations de capital (réduction de capital puis augmentation de capital) qui ont eu lieu au cours de l'exercice 2018, avec pour effet de réduire à 0 les pourcentages de droits de vote et de droits financiers des actionnaires minoritaires.

7.12 Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent comme suit :

Provisions risques et charges (en €)	31 déc. 2018	Variation de prémière	Augmentation	Diminution	31 déc. 2019
Provisions pour garanties	609 881		503 329		1 113 210
Provision retraite	192 475			24 323	168 152
Provisions pour litiges sociaux	1 355 000			1 300 000	55 000
Provisions pour litiges commerciaux	695 001				695 001
Autres provisions pour risques	126 500		30 000	76 500	80 000
Total Provisions	2 978 857		533 329	1 400 823	2 111 363

La provision pour garanties concerne les coûts de garanties données aux clients sur les produits vendus. Elle concerne principalement des coûts de main d'œuvre et des frais de transport dans la mesure où les produits vendus font également l'objet d'une garantie de la part des fournisseurs. Les mouvements de la provision pour garanties sont comptabilisés en « dotations nettes aux amortissements et provisions ».

La provision retraite concerne l'engagement retraite des salariés du Groupe. La variation de cette provision a eu pour conséquence une reprise de 24 323 euros en 2019 qui a été comptabilisée en diminution du poste « Frais de personnel ».

L'évolution de la provision pour litiges sociaux au 31/12/2019 concerne des procédures prud'homales en cours engagées (antérieurement à la fusion absorption) par plusieurs anciens salariés du Groupe TECHNILINE pour laquelle la provision a été estimée en fonction du risque et inclut une provision pour les honoraires de l'avocat en charge du dossier. Cette provision a été reprise en totalité en raison de l'extinction du risque au cours de cet exercice.

La provision pour litiges commerciaux correspond à la meilleure estimation du Groupe des coûts qui devront être supportés pour régler les possibles litiges nés d'un défaut qualité sur un produit (coûts de remplacement et pénalité commerciale).

7.13 Dettes auprès des établissements de crédit

Dettes financières (en €)	31 déc. 2018	Augmentation	Diminution	31 déc. 2019
Dettes auprès des établissements de crédit	14 065 099	4 061 707	3 794 755	14 332 051
Total Dettes financières	14 065 099	4 061 707	3 794 755	14 332 051

Les dettes financières se détaillent comme suit :

Dettes financières (en €)	Montant total au 31/12/2019	A 1 an au plus	A plus d'1 an Et moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	11 692 952	3 362 748	8 330 204	
Découverts bancaires	2 639 100	2 639 100		
Total Dettes financières	14 332 052	6 001 848	8 330 204	

Les dettes auprès des établissements de crédit sont composées des emprunts suivants :

- (1) Crédit club auprès de BPI France en date du 26/06/2017 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 1,42% par an)
- (2) Emprunt auprès d'un pool bancaire (SG/CDN/CE) en date du 30/06/2017 : 8.000.000 euros (durée : 7 ans / taux : Euribor 3 mois + 1,35% par an)
- (3) Crédit club auprès de BPI France en date du 19/09/2016 : 2.000.000 euros (durée : 3 ans / taux : 1,03% par an)
- (4) Emprunt auprès de HSBC en date du 28/06/2016 : 1.000.000 euros (durée : 48 mois / taux : 1,10% par an)
- (5) Emprunt auprès du CIC en date du 02/08/2016 : 1.000.000 euros (durée : 36 mois / taux : 0,60% par an)
- (6) Emprunt auprès du CRCA en date du 24/08/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,63% par an)
- (7) Emprunt auprès de la SG en date du 15/09/2016 : 1.000.000 euros (durée : 36 mois / taux : 0,73% par an)
- (8) Emprunt auprès de la CE en date du 17/10/2016 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,80% par an)
- (9) Emprunt auprès du CRCA en date du 14/09/2018 : 1.000.000 euros (durée : 60 mois / taux : 0,60% par an)
- (10) Emprunt auprès de BPI France en date du 31/07/2018 : 2.000.000 euros (durée : 5 ans / taux : 0,90% par an)
- (11) Emprunt auprès de BPI France en date du 03/07/2019 : 2.000.000 euros (durée : 3 ans / taux : 0,00% par an).

7.14 Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes aux fournisseurs et aux comptes rattachés ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Fournisseurs et comptes rattachés (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Dettes fournisseurs	57 075 383	43 634 516
Effets à Payer	0	0
Factures non parvenues	3 168 024	2 434 773
Total Fournisseurs et comptes rattachés	60 243 407	46 069 289

Compte tenu de l'activité de la société et des modalités de règlement des fournisseurs, les dettes échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

7.15 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Dettes fiscales et sociales (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Personnel et comptes rattachés	240 735	229 443
Securité sociale et autres organismes sociaux	519 756	462 580
Taxe sur la valeur ajoutée	4 163 930	1 193 943
Autres charges fiscales à payer	239 586	143 174
Impôts sur les sociétés	601 730	250 671
Total Dettes fiscales et sociales	5 765 740	2 279 810

Le poste « Personnel et comptes rattachés » correspond principalement aux provisions pour congés payés ainsi qu'aux provisions pour primes.

7.16 Autres dettes

Les autres dettes ont évolué comme suit entre les deux exercices :

Autres Dettes (en €)	31 déc. 2019	31 déc. 2018
Clients créditeurs (1)	3 832 558	1 647 786
C/C Actionnaires	375 860	0
Produits constatés d'avance	0	0
Ecart de conversion passif	0	0
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	303	380 330
Impôt différé passif	0	433 333
Autres créditeurs	260 670	251 172
Total Autres dettes	4 469 390	2 712 621

(1) Les clients créditeurs correspondent essentiellement à des avoirs à établir relatifs à des remises de fin d'année pour certains clients de la grande distribution.

Les produits constatés d'avance correspondent à des extensions de garantie vendues avec certains produits et qui sont reconnus en chiffre d'affaire au prorata temporis.

NOTE 8 – AUTRES INFORMATIONS

8.1 Contrats de location financement

Aucun contrat de location financement n'a été conclu au cours de l'année 2019 ou dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'année 2019.

8.2 Autres engagements hors bilan

➤ Engagements reçus :

La société MGF a reçu les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements reçus	31 déc. 2019
Palatine	Crédos	183 019
Total	Total	183 019

➤ Engagements donnés :

La société MGF a donné les engagements suivants :

Banque	Nature des engagements donnés	31 déc. 2019
Palatine	Cautions	145 000
Crédit du Nord	Effets escomptés non échus	1 425 236
Total	Total	1 570 236

8.3 Opérations sur instruments financiers à terme

La société MGF a effectué les opérations sur instruments financiers à terme suivantes avec la banque Palatine :

Date de conclusion	Date d'échéance	Type	Achat / vente	Montant	Devise	Banque	Devise
21-oct-19	12-oct-21	Option achat à terme	Achat	465 000	USD	Banque Palatine	€

8.4 Information sur les parties liées

Relation entre la société mère et ses filiales :

Les relations entre la société mère WE.CONNECT et ses filiales sont des relations classiques entre une société holding et des filiales opérationnelles, qui sont conclues à des conditions normales de marché. Aussi, certains services communs aux filiales, tel que la Direction Générale et la Direction juridique ont été transférés sur la Société mère qui refacture des prestations de services (de nature administrative, comptable, marketing ...) à ses filiales. Ces prestations de services sont calculées selon des clés de répartition qui sont déterminées pour chaque service, en fonction de leur utilisation des services communs.

Relation entre la société et LIBAIL :

Le Groupe a cédé en décembre 2010 à la société LIBAI, ayant un mandataire social commun avec le Groupe, le terrain et le bâtiment du site de Croissy-Beaubourg et a signé un contrat de location des locaux auprès de cette société. Au cours de l'exercice 2012, le groupe a pris une participation de 10% dans le capital de cette société.

Les soldes figurant au bilan et au compte de résultat sont les suivants au 31/12/2019 :

• Titres de participation :	100 euros
• Comptes courants :	1 586 733 euros
• Dépôts de garantie (loyers) :	133 520 euros
• Charges de loyers :	524 228 euros

8.5 Dividendes

La société WE.CONNECT a versé à ses actionnaires un dividende de 684.231 euros au cours de l'exercice 2019.

8.6 Plan d'attribution d'actions gratuites

Au terme de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016, les actionnaires ont voté (7^{ème} résolution) une autorisation donnée au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution d'actions gratuites.

Le Conseil d'Administration du 17 septembre 2016 a arrêté les dispositions du plan d'attribution d'actions gratuites par émission d'actions nouvelles.

Ainsi, un Conseil d'Administration, qui s'est tenu en date du 15/09/2017, a autorisé l'augmentation de capital par incorporation de réserves aux fins de l'attribution d'actions gratuites de 7.800 actions nouvelles d'une valeur nominale de 5,23 euros.

8.7 Evènements postérieurs

Après la clôture de l'exercice, la situation économique mondiale a été affectée négativement par la crise du Coronavirus. L'étendue et la durée de cette crise sont à cette date des inconnues et ne peuvent pas de ce fait être quantifiées. La direction du groupe WE.CONNECT pense néanmoins que cette crise aura un impact modéré sur le développement de ses activités en 2020.

Le groupe WE.CONNECT a obtenu des nouveaux financements par emprunt PGE et BPI pour un montant total de 17 millions d'euros.

Le groupe WE.CONNECT a ainsi mis à jour ses prévisions de trésorerie. Elles montrent que le groupe est en mesure de faire face à ses engagements. Compte tenu de ces éléments, à la date d'arrêtés des comptes des états financiers 2019 du groupe, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité du groupe à poursuivre son exploitation.

8.8 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes se sont élevés à :

En euros	31-déc-19		31-déc-18	
	PwC	ISH Audit / Contrôle Audit Conseil	PwC	ISH Audit / CB Audit / Contrôle Audit Conseil
Audit				
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés	70 237	20 754	51 675	37 296
Emetteur	51 400	10 000	30 804	20 000
Filiales	18 837	10 754	20 871	17 296
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0	0	0
Emetteur	0	0	0	0
Filiales	0	0	0	0
Sous-total	70 237	20 754	51 675	37 296
Autres prestations				
- Juridique, fiscal, social	0	0	0	0
- Autres	0	0	0	0
Sous-total	0	0	0	0
TOTAL	70 237	20 754	51 675	37 296